

Ce genre de politique soulève une préoccupation majeure, à savoir si elle signifie que le gouvernement choisit les vainqueurs. Dans le cadre de Rodrik et autres, il ne s'agit pas tellement du fait que le gouvernement doit choisir les vainqueurs, mais qu'il doit limiter son aide à des entreprises qui essayent de s'implanter sur de nouveaux marchés. Ceux qui mettent en œuvre la politique doivent être prêts à accepter que certaines entreprises réussiront et que d'autres échoueront. L'appui devrait cibler l'accès au marché étranger, surtout pour faire face aux coûts irrécupérables associés aux exportations vers des marchés étrangers ou à d'autres formes de participation à ceux-ci. On ne devrait pas fournir un appui public à long terme pour la production ou les exportations.

Quelle forme l'appui du gouvernement devrait-il revêtir? La version la plus simple d'un modèle théorique de ce type favorise une subvention de démarrage pour exporter ou investir afin d'aider à couvrir les coûts fixes associés à l'accès aux marchés étrangers dans les industries où la propagation de l'information est importante. Comme il est illustré dans la figure 2, qui porte sur le cas des exportateurs, divers marchés d'exportation inexploités possibles (différents produits ou emplacements) sont envisagés et indexés par n . Soit $\pi^E(n)$ les profits escomptés d'une entreprise nationale représentative qui entre sur le marché n et soit c les coûts irrécupérables pour pouvoir exporter vers ce marché. Comme il existe des propagations de l'information résultant de la décision d'exporter, les avantages sociaux inhérents à l'entrée sur un nouveau marché excèdent les profits privés. Soit $SMB^E(n)$ les avantages sociaux marginaux de l'entrée sur le marché n . Sans intervention du gouvernement, n^* est le nombre équilibré de marchés pénétrés par les entreprises nationales. Celui-ci est inférieur au nombre socialement efficace de marchés, n_s . En raison de l'externalité, un marché libre mène à une situation où les activités d'exportation sont insuffisantes.

Si le gouvernement accorde une subvention « s » aux entreprises qui commencent à exporter vers de nouveaux marchés, alors le nombre équilibré de marchés desservis par les exportateurs nationaux atteindra le niveau socialement efficace, n_s . Le coût de la subvention pour les contribuables est le secteur